



Distr.
LIMITÉE

DESIPA/STAT/ECA/95/WSSDE/doc. 3/1
août 1995

Original: Français

Nations Unies

Atelier sur les statistiques de l'activité intérieure de services
17-21 juin 1996, Addis Abeba, Ethiopie

Le secteur informel béninois: son financement et ses perspectives *

* ***Ce document a été rédigé par M. Victor O. Bankole de l'Institut national de statistique et de l'analyse économique (INSAE) du Bénin. Les opinions exprimées dans ce document sont celles de l'auteur et n'engagent pas les Nations Unies.***

INTRODUCTION

En république du Bénin, comme dans les pays en Développement en général, il existe parallèlement aux unités de production modernes un secteur informel qui est l'artisanat. Cet activité est exercée dans presque tous les domaines. Ainsi à chaque type d'activité du secteur moderne, correspond son équivalent dans le secteur artisanal.

Il ressort de ce qui précède que le phénomène de secteur informel n'est pas un fait nouveau dans les pays en développement. Toutefois, avec la crise économique des années 80, il a connu un essor notable.

En effet les différentes réformes économiques conçues et mises en oeuvre en réaction à la conjoncture difficile ont conduit à la liquidation d'entreprises publiques et au licenciement du personnel de celles-ci, à une réduction de l'effectif des agents de la fonction publique, à un arrêt dans le recrutement de nouveaux agents, et enfin à une réduction drastique des dépenses publiques notamment dans le domaine social.

Ces différentes réformes ont eu pour conséquence une forte pression sur la demande de l'emploi et le repli vers le secteur informel a constitué la seule alternative à cette population de demandeurs d'emploi. En outre l'urbanisation accélérée et incontrôlée avec son corollaire qu'est la diminution du quota de terre cultivable par actif agricole ont fortement exacerbé le phénomène d'exode rural. Ces nouveaux venus à la ville ont contribué à l'augmentation de cette population.

Déjà en 1980 l'Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique avait, au nombre de ses préoccupations, la maîtrise de ce secteur informel. Ce qui, se traduit à l'époque par la réalisation d'un recensement des entreprises artisanales, malheureusement limité aux six (6) chefs-lieux de département

pour des raisons budgétaires. Plus de 10 ans après c'est-à-dire 1990 sous l'instigation du Bureau International du Travail (BIT) il a été mis en place un Programme d'Etudes et d'Enquête sur le Secteur Informel (PEESI). Sa couverture est plus grande dans la mesure où il s'est déroulé dans les 10 grandes principales villes du pays. Ces opérations ont permis de disposer de la quasi totalité des données sur le secteur informel béninois.

I - PRESENTATION DES DIFFERENTES INVESTIGATIONS STATISTIQUES DANS LE SECTEUR INFORMEL.

On distingue:

- Les enquêtes et recensements;
- Les sources administratives.

1/ Les enquêtes et recensements.

1.1- Recensement des entreprises artisanales de 1980

Le premier recensement des entreprises a été réalisé au mois d'octobre 1980 et avait pour buts:

- * la création d'un fichier des entreprises.
- * le rassemblement des données en vue de l'élaboration des comptes économiques et de l'analyse socio-économique générale.

a / Champ de l'opération: les unités recensées

L'analyse des mécanismes et des processus qui régissent la vie socio-économique nécessite de définir les agents et les différents types d'opération économiques qui les lient.

On distingue les agents selon:

- Le secteur moderne qui regroupe toutes les unités de production moderne implantées sur le territoire national

disposant d'une structure de gestion organisée.

- Le secteur artisanal.

Dès les études préliminaires au choix d'une méthodologie, il s'est avéré que la complexité du secteur artisanal et la modicité des moyens mis à la disposition du projet devraient conduire à certaines restrictions au niveau de ce secteur. C'est ainsi qu'au niveau du champ spatial, il a été retenu les principaux centres économiques du pays, les chefs-lieux des six (6) départements, à savoir: Porto-Novo, Cotonou, Lokossa, Abomey, Parakou et Natitingou. Quant à l'unité d'observation, il a été retenu les ateliers artisanaux, c'est-à-dire les unités de production disposant d'installations fixes, facilement repérables et n'ayant aucune structure de gestion organisée.

Les principaux critères ont donc été le lieu fixe de travail et la facilité de repérage. Par exemple les artisans de bâtiments (maçons, ferrailleur) et ceux exerçant leurs activités à domicile n'ont pas été pris en compte.

L'enquête s'est surtout intéressée à l'artisanat moderne qui est un phénomène essentiellement urbain et qui s'oppose à l'artisanat traditionnel qui est une activité complémentaire de l'agriculture ou une activité d'art encouragée par le développement du tourisme.

A cela s'ajoute le petit commerce qui a été recensé toujours sur la base de la facilité de repérage. Précisons à ce niveau que les unités commerciales qui ont été enquêtées en détail sont celles qui utilisent au moins un salarié.

b/ Les informations recueillies.

Dans l'un ou l'autre secteur, il a été procédé à un recensement par enquêteur.

Sur le plan de l'information recueillie, l'enquête s'est intéressée dans le secteur artisanal aux données socio-économiques suivantes:

- L'identification et la localisation
- Les conditions d'exploitation : approvisionnement, production, commercialisation.
- Le personnel employé et la rémunération des salariés.
- Les investissements
- Un compte d'exploitation simplifié.
- Les observations sur la gestion: les difficultés de gestion, la sensibilisation pour la tenue d'une comptabilité.

c/ Période de référence

Les données se rapportent à l'année 1980 c'est-à-dire à la situation constatée au moment de l'enquête.

d/ Dépouillement

Il a été manuel pour le secteur artisanal et a duré 5 mois. A ce niveau, il importe de préciser que la partie du questionnaire sur le compte d'exploitation simplifié prévue pour les besoins de comptabilité nationale a fait l'objet d'un dépouillement particulier. En effet, les déclarations des enquêtés à cette partie du questionnaire (Charges gonflées et produits minimisés) ont amené à établir les comptes-types d'exploitation par genre d'activité économique du secteur artisanal et par localité.

1.2- Programme d'Etudes et d'Enquêtes sur le Secteur Informel (PEESI)

1.2.1 Présentation du PEESI

La mise en place du Programme d'Etudes et d'Enquêtes

sur le Secteur Informel (PEESI) procède de la volonté des autorités en charge du secteur, de mener des investigations approfondies en vue d'une meilleure connaissance des activités économiques du secteur.

a/ Champ de l'opération

Ce programme comporte une série d'études thématiques, un recensement des unités économiques et une enquête sur un échantillon d'établissements du secteur informel. La population fixée par ce programme est l'ensemble des établissements économiques du secteur informel en milieu urbain. Dix villes ont été prises en compte dans le cadre du recensement. Il s'agit des villes de Ouidah, Lokossa, Cotonou, Porto-novo, Abomey, Bohicon, Parakou, Kandi, Djougou et Natitingou.

Les objectifs assignés à ce programme consistent à disposer de données de base susceptibles de fournir les éléments de définition d'une politique d'appui aux acteurs de ce secteur et d'amélioration de leur prise en compte dans l'élaboration des comptes de la nation.

Démarré en 1990, le PEESI a déjà réalisé un certain nombre de ses investigations. La plupart des études thématiques ont été effectuées, d'autres sont en voie de finition.

Le recensement des établissements du secteur informel a été réalisé en Janvier 1992 au niveau des dix villes retenues.

Cette opération de dénombrement a permis de recenser au niveau de ces villes 136448 unités économiques dont 133257 établissements du secteur informel. La répartition des unités économiques informelles dans les dix principales villes est présentée dans le tableau suivant

Villes	Nombre	%
Cotonou	71680	53,8
Porto-Novo	24440	18,4
Parakou	9422	7,1
Abomey	7631	5,7
Bohicon	5066	3,8
Djougou	5173	3,9
Kandi	1530	1,1
Lokossa	2151	1,6
Natitingou	1532	1,1
Ouidah	4632	3,5
Total	133257	100,0

L'analyse des résultats de ce tableau montre que la ville de Cotonou concentre à elle seule près de 54% de l'ensemble des unités économiques.

La prépondérance des unités économiques informelles en milieu urbain et le rôle stratégique que jouent ces principales villes dans l'économie béninoise expliquent l'importance qui leur est accordée ces derniers temps.

Les données issues de ce recensement ont servi de base de sondage à l'organisation de l'enquête sur le secteur informel. Il s'agit de passer des données générales sur les unités économiques à des mesures plus poussées de caractéristiques sur les activités qu'exercent ces unités.

1.2.2- Traits généraux de l'enquête

L'enquête sur le secteur informel est la seconde composante du volet: "Recensement et Enquête" de PEESI. Elle a fait suite au Recensement National des établissements économiques en milieu urbain organisé en Janvier 1992. Il s'agit d'une enquête par sondage dont l'échantillon est issu de la base de sondage dont fournie par le recensement des unités économiques.

Les principaux objectifs poursuivis par l'enquête sont les suivants:

- approfondir la connaissance de l'économie informelle,
- fournir des éléments de base à l'amélioration des techniques d'estimation de la production dans ce secteur,
- évaluer la contribution du secteur informel urbain au PIB,
- connaître les problèmes fondamentaux qui entravent le développement des activités économiques du secteur.

Ainsi les résultats obtenus doivent permettre d'améliorer les travaux de comptabilité nationale et fournir les éléments de base pour la définition et la mise en oeuvre d'une politique nationale dans le domaine de l'artisanat.

La base de sondage constituée pour le tirage de l'échantillon comporte 123245 unités économiques pour l'ensemble des six villes échantillon qui sont: Cotonou, Porto-Novo, Abomey, Bohicon, Parakou, Djougou.

La taille de l'échantillon enquêté comprend au total 2698 unités réparties comme suit, par secteur d'activités.

Secteur d'activités économiques	nombre	%
Production	759	28,1
Construction	88	3,3
Commerce	520	19,3
Services	1331	49,3
Total	2698	100,0

Les secteurs de la transformation et services comprennent plus de 77% de l'échantillon, ce qui traduit une préférence pour cette catégorie d'établissements dans le domaine des activités artisanales.

L'enquête s'est déroulée dans la seconde quinzaine du mois d'octobre et a duré deux semaines.

Le traitement des données a permis de produire environ plus d'une centaine de tableaux qu'on peut répartir en huit groupes. Il s'agit de tableaux:

- ayant trait aux données sur l'emploi dans le secteur informel urbain et à la dynamique de sa croissance dans les entreprises observées ;
- se rapportant aux caractéristiques générales de l'unité économique ;
- relatifs aux caractéristiques du propriétaire ou du responsable de l'établissement et de son ménage ;
- relatifs aux différentes catégories de travailleurs de l'entreprise ;
- concernant les principaux résultats économiques de l'entreprise ;
- consacrés aux aspects de la gestion de l'entreprise ;
- portant sur les contraintes, difficultés et problèmes que rencontre l'entrepreneur dans l'exercice de sa fonction ou pour développer son affaire.

Toutes ces investigations dans le secteur informel ont essayé de développer les unes les contraintes, difficultés et problèmes du développement des activités du secteur informel urbain, des problèmes de gestion liés à ce secteur, les autres, les problèmes d'emploi dans ce secteur. Mais l'aspect qui mérite une attention particulière et qui nécessite une étude est le problème de financement des entreprises du secteur informel.

En effet le financement des activités d'une entreprise est un élément essentiel qui conditionne la vie et le développement de cette entreprise. C'est le premier souci de tout entrepreneur, qu'il soit dans le secteur moderne ou le secteur traditionnel.

2/ Sources administratives

2.1- la Direction Générale des Impôts (DGI)

La Direction Générale des Impôts constitue une source d'information sur le secteur informel, notamment les vendeurs de produits importés qui ne tiennent pas une comptabilité comme l'exigent les dispositions en vigueur. Ces vendeurs sont du secteur informel.

La DGI, pour suivre ces derniers et les intégrer à la base, exploite le fichier des clients des Maisons d'Import-Export.

Ainsi, les vendeurs de la place figurant parmi les clients des Maisons d'Import-Export, et qui ne déposent pas de documents comptables à la fin de l'exercice fiscal, ne tenant pas de comptabilité, sont taxés sur la base de la valeur globale annuelle des achats.

L'exploitation des rôles émis par les services des impôts permet de saisir de tels opérateurs économiques qui sont du domaine de l'informel.

2.2- Les collectivités locales

Les vendeurs et autres artisans opérant dans les marchés et aux abords des voies et occupant un emplacement fixe et reconnu, payent des taxes et patentes mensuelles à la Municipalité.

L'exploitation des souches du quittancier pourra permettre dans une certaine mesure de cerner cette partie du secteur informel dans les villes.

II- LE FINANCEMENT DES ENTREPRISES DU SECTEUR INFORMEL AU BENIN

Dans le secteur moderne, le financement est une fonction vitale au sein de l'entreprise. Dans le secteur informel cette fonction est concentrée, avec les autres fonctions, dans les mains d'une seule et même personne qui est le chef de l'entreprise.

1/ Problèmes liés au financement des activités économiques du secteur informel urbain

1.1- Problématique du financement dans le secteur informel

Le problème du financement des unités économiques du secteur informel se trouve aujourd'hui au coeur de tous les débats économiques sur le développement du secteur privé.

Il se pose déjà dès le départ, avec la constitution du capital initial. Il intervient ensuite dans le cadre du fonctionnement courant de l'entreprise et devient crucial dans la réalisation de nouveaux investissements destinés au développement de l'entreprise.

Si le recours au secteur bancaire est une solution pour les entreprises du secteur moderne, il n'en est pas de même pour celles du secteur informel qui sont, de façon permanente, confrontées aux difficultés d'accès à des ressources financières.

Devant de telle situation, elles se trouvent obligées de développer leur propre système de financement basé sur l'entraide et les mutuelles. Mais ces systèmes de financement ont des ressources limitées et n'arrivent pas à assurer le niveau optimal de financement recherché par ces entreprises. Parfois les rémunérations proposées pour ces capitaux sont hors de portée pour leur permettre d'atteindre des objectifs de développement et d'être compétitives.

Les investissements dans le secteur informel portent souvent sur cinq éléments : les outils et le petit matériel, les machines et équipements, le mobilier de travail, les moyens de transport et les immeubles.

Le financement de ces éléments constitue le principal obstacle au développement des activités du secteur informel.

1.2- Constitution du capital et facteur d'évolution

La facilité d'accès au secteur informel a souvent été expliquée par le faible niveau de ressources financières que cela demanderait pour l'installation, c'est-à-dire le niveau du capital initial. Beaucoup de travaux ont montré que "l'importance du capital initial serait aussi déterminante dans le succès de l'entrepreneur. Pour atteindre donc le seuil souhaitable ou le niveau de capital optimal pour le type d'activité concerné, il se pose souvent le problème d'accès au crédit comme l'ont aussi constaté la plupart des travaux réalisés sur le secteur informel.

Le capital initial nécessaire à l'établissement d'une entreprise dépend aussi bien de la nature du secteur d'activité que des caractéristiques propres à l'entrepreneur.

D'après l'analyse des résultats de l'enquête sur les unités économiques du secteur informel urbain du Bénin, environ 36% des unités économiques enquêtées ont démarré leurs activités avec moins de 25.000 FCFA, 17% avec un capital compris entre 100.000 FCFA et 500.000 FCFA. A peine 3% de ces unités ont investi au départ environ un capital qui a dépassé la borne de 1.000.000 de FCFA. Ces résultats montrent que le niveau du capital initial dans le secteur informel demeure toujours insuffisant pour mettre en place une activité viable. Il devient ainsi nécessaire de recourir à des sources extérieures de financement.

Dans le secteur informel urbain, l'accès au crédit bancaire est très difficile. Les interviews réalisés au cours de l'enquête ont montré que à peine 2% des entrepreneurs ont accès aux ressources bancaires pour le financement de leurs activités.

Les sources de financement les plus utilisées sont les sources informelles.

L'auto-financement qui est essentiellement la principale source, intervient pour 70% environ, la tontine pour 9% et le prêt familial pour 7%. L'héritage et les dons interviennent pour environ 3%. Cette structure du financement des activités montre le rôle important que jouent les rapports de parenté et autres relations de clans dans le secteur informel.

1.3- Financement des investissements et Nature des entrepreneurs

Des résultats des investigations menées dans le cadre du PEESI, il ressort que l'accès aux institutions bancaires modernes pour le financement des activités du secteur informel n'est pas fonction du niveau d'instruction des entrepreneurs. La preuve est que les entrepreneurs n'ayant pas été à l'école et ceux ayant suivi l'enseignement primaire jusqu'au CM1 (cours moyen 1^{ère}) et qui ont accès aux institutions bancaires modernes représentent chacun 0,2% de la population enquêtée.

Cette population se situe à 0,5% et 2,6% respectivement pour ceux qui ont terminé l'école primaire et ceux ayant atteint le niveau universitaire.

De ce qui précède, il se déduit que le niveau d'instruction est tout de même un facteur limitatif de l'accès au secteur bancaire moderne.

-----> niveau d'instruction = facteur limitatif.

Au total, 2% des entreprises informelles s'intéressent au circuit bancaire et la moyenne des prêts est de 2.186.217 FCFA. Les prêts varient énormément jusqu'à atteindre 30 millions de FCFA. Seulement 5,9% des bénéficiaires obtiennent des niveaux de prêts supérieurs à 5 millions de FCFA dont 3,9% constitués d'hommes.

Les prêts bancaires vont en proportion forte aux entreprises commerciales (29,4%) et de services (19,6%), en raison du faible niveau des risques et de la rentabilité qui est sûre. Il est à mentionner que les crédits bancaires dans le commerce sont surtout octroyés aux femmes.

Prioritairement, les prêts bancaires sont utilisés à l'achat de machines et outillage (23,5%) viennent ensuite les matières premières et les pièces détachées avec des proportions respectives de 19,6 et 15,7% .

Les difficultés liées à l'accès au crédit bancaire sont :

- le taux élevé d'analphabétisme dans la population active.
- La lourdeur de la réglementation et les méthodes de gestion qui caractérisent les institutions officielles.

En effet d'après les résultats des enquêtes, on note que:

* 26,9% des acteurs informels du milieu urbain trouvent que les procédures d'accès au crédit bancaire sont trop compliquées;

* 17,9% se trouvent dans l'impossibilité de satisfaire aux conditions requises;

* 18,7% n'ont pas suffisamment de garantie à fournir;

* 13,8% trouvent que les institutions bancaires témoignent très peu d'intérêt pour les petits producteurs.

Les constats ci-dessus sont dus aux conditions exigées par les institutions bancaires à l'octroi de prêts, à savoir :

- L'établissement d'un dossier de prêt
- L'établissement d'un plan de financement
- L'établissement d'un tableau prévisionnel de trésorerie.

Toutes choses qui ne sont pas à la portée des acteurs du secteur informel.

Toutefois, il convient de mentionner l'existence d'une classe d'entrepreneurs indigènes prêts à tirer avantage des opportunités d'investissements actuels. Mais leur volonté est limitée du fait de la pénurie de ressources financières, de l'absence à proximité d'un marché de capitaux, de l'accès limité au crédit, des politiques d'allocations gouvernementales guidées par le favoritisme, des coûts et sources d'approvisionnements inaccessibles. Au total, l'entrepreneur est le seul preneur de risque.

2/ Les besoins exprimés par les entrepreneurs

Les entrepreneurs du secteur informel rencontrent beaucoup de problèmes dans le cadre de leurs activités. Au cours de l'enquête, les entrepreneurs ont été interrogés sur les principaux problèmes qu'il rencontrent, les problèmes soulevés sont de plusieurs ordres:

- Rétrécissement de la clientèle,
- l'approvisionnement en matières premières, en équipement ou en pièces détachées;
- le coût de la main-d'oeuvre;
- les formalités administratives.

Dans l'ensemble, les trois principaux problèmes soulevés sont les suivants:

- le rétrécissement de la clientèle 79,6% (manque d'acheteurs)
- la concurrence excessive 77,2%
- le coût élevé ou la pénurie de marchandises, de matières premières ou de pièces de rechange: 34,8%

Ces principaux problèmes annoncés sont rencontrés souvent dans la branche textile, le commerce de détail et les services.

Cependant les besoins exprimés par les entrepreneurs du secteur informel sont souvent en rapport avec les problèmes qu'ils rencontrent. Ces besoins varient selon la ville et aussi selon le niveau des investissements réalisés.

Au cours de l'enquête, les entrepreneurs ont signalé des besoins qui sont d'importance diverse. Parmi ces besoins on peut distinguer:

- l'accès au crédit pour l'achat d'équipement;
- l'élargissement de la clientèle habituelle;
- l'approvisionnement régulier en matières premières.

Le financement des activités demeure le principal obstacle au développement des unités économiques du secteur informel. L'accès au crédit est donc un besoin fondamental pour ces unités. Le crédit est nécessaire pour leur assurer le financement des besoins en fonds roulement et de certains investissements. Mais la nature de leurs activités et la précarité de leur situation ne leur permettent pas d'avoir accès au crédit dans des institutions financières formelles comme les banques.

C'est donc pour contourner ces difficultés que les artisans mettent en place leurs structures propres de financement qui, malheureusement, n'arrivent pas toujours à assurer le niveau optimal de ressources financières qui leur sont nécessaires.

Quant à l'élargissement de la clientèle habituelle, il s'agit en fait d'un problème de la demande des produits de l'artisanat. Cette insuffisance de la demande a généralement deux sources: la qualité des produits offerts et le faible niveau du revenu en milieu urbain. L'élargissement de la clientèle habituelle passera donc par un effort d'amélioration de la qualité des produits et du niveau de revenu des consommateurs.

Mais avec la mise en oeuvre des Programmes d'Ajustement Structurel, caractérisé par des décisions de compression de charges salariales, l'amélioration du niveau du revenu dispose de très peu de marges de manoeuvre avec les conséquences liées à la dévaluation du FCFA.

L'approvisionnement régulier en matières premières pose en fait les besoins réels d'importation des matières premières. Mais ce problème ne se pose pas dans les mêmes termes pour tous les artisans, et dépend de l'origine de ces matières premières.

Après les trois principaux besoins abordés plus haut, quatre autres besoins, d'importance relative semblable, ont été identifiés par l'enquête. Il s'agit:

- de la localisation adaptée pour les activités
- de la main-d'oeuvre;
- de l'amélioration des infrastructures ou services publics.

III- PERSPECTIVES D'APPUI ET RECOMMANDATIONS

1/ Perspectives d'appui

Appuyer les entreprises du secteur informel est devenu un impératif dans les économies des pays en voie de développement. Mais toute stratégie d'appui doit prendre en compte la grande diversité des situations et les éléments qui constituent une dynamique pour les activités de ce secteur.

Les différentes sortes d'appui doivent d'abord prendre en compte les différentes préoccupations pertinentes des différents acteurs. Mais comment se présente le problème d'appui au secteur informel ?

Pour bien agir, il faut connaître le secteur informel, ses caractéristiques et la grande hétérogénéité des activités. Les deux grandes opérations (Le Recensement et l'enquête) qui ont servi de base à la présente analyse constituent un grand pas dans la connaissance du secteur informel urbain au Bénin.

La première constatation est que le secteur informel urbain est en pleine expansion au Bénin. En 1980, quelques centaines d'unités avaient été recensées; aujourd'hui on en compte par milliers. En 1992, il a été recensé 136448 unités économiques.

Cette rapide progression est due en partie à la crise de l'emploi, consécutive aux difficultés économiques, mais surtout à la défaillance du secteur moderne et du secteur public. Dès lors il serait hasardeux de se fixer comme objectif de politiques d'appui, toute tentative de formalisation du secteur ou d'appliquer des concepts de gestion moderne pour la résolution des différents problèmes que rencontre le secteur. Aussi serait-il utopique de vouloir le faire disparaître par une politique de matraquage compte tenu du rôle important qu'il joue dans l'économie. Aujourd'hui, il est reconnu, sans nul doute, que les activités informelles jouent un rôle important de satisfaction des besoins, un rôle essentiel de régulation du chômage; d'absorption d'un excédent de main-d'oeuvre.

Les différentes enquêtes menées aussi bien au Bénin que dans d'autres capitales africaines ont permis de dégager quatre résultats essentiels:

- Les activités informelles sont étroitement liées avec l'économie officielle (moderne); il existe des interconnexions

entre les deux secteurs au niveau de l'épargne, de fortes mobilités entre les activités et aussi pour des raisons de demande solvable.

- Ces activités sont précaires et vulnérables et possèdent la caractéristique de saisir des opportunités et d'avoir une grande flexibilité.

- La logique dominante de comportement n'est pas la maximisation des profits mais celle de la minimisation des risques dans un univers incertain. Ce comportement montre que les entrepreneurs du secteur informel ont plutôt une optique de gestion à court terme.

Enfin les activités informelles sont fortement insérées dans des systèmes sociaux, dans des réseaux de solidarité soit sous forme de sociétés au sein de ces groupements.

Tous ces faits montrent, contrairement aux avis des entrepreneurs du secteur moderne, que le secteur informel est étroitement lié au secteur moderne et qu'il n'est nullement question d'intérêts divergents. Tout le problème serait donc de prendre des mesures d'appui qui conservent les acquis et qui ouvrent de nouvelles politiques pour le secteur.

Cette stratégie s'impose dans la mesure où la relation entre le secteur informel et le secteur moderne n'est pas un rapport de dépendance, mais de complémentarité.

2/ Recommandations

Le secteur informel apporte une contribution importante au PIB. Avec son rôle de régulation du chômage et d'absorption de main-d'oeuvre excédentaire, le secteur informel apparaît aujourd'hui comme une composante précieuse de l'économie nationale.

Ce rôle se trouve encore renforcé avec les politiques d'ajustement structurel en vigueur dans le pays, politiques qui exigent des rigueurs aux conséquences sociales non négligeables.

Les moyens mis en oeuvre actuellement demeurent encore insuffisants face à l'importance des besoins de ce secteur.

Aussi très peu de politiques d'appui visent-elles à impulser au secteur une dynamique endogène.

Par ailleurs ces politiques doivent être spécifiques selon les types d'activités et prendre en compte la très grande hétérogénéité des situations.

* L'accès au crédit :

ce problème, général pour l'ensemble du secteur, constitue une préoccupation majeure pour le développement des activités. Les structures informelles de financement ne permettent pas toujours aux entrepreneurs de disposer de ressources suffisantes pour faire face à leurs problèmes d'équipement, d'achat de matières premières.

Les politiques actuelles d'appui au financement des artisans, même si elles atteignent plus ou moins leurs objectifs pour les groupes cibles, ne couvrent encore qu'une faible proportion des acteurs du secteur informel. Les caisses locales de crédit proposent des taux d'intérêt que ne peuvent pas toujours supporter ces activités. Il conviendrait donc de trouver des moyens pour mobiliser plus de ressources à mettre à la disposition de ces petits producteurs.

La constitution d'un fonds d'appui au financement de petits producteurs pourrait constituer une solution. Il servirait de centre de jonction entre les bailleurs potentiels de fonds ou détenteurs de ressources et les structures qui interviennent dans

la mise en oeuvre des politiques d'appui. Un suivi très rapproché de la population touchée permettrait de trouver des solutions à d'autres problèmes comme ceux de la qualité des produits et de la commercialisation.

* L'élargissement de la clientèle actuelle :

le problème de l'insuffisance de la demande des produits a été soulevé par près de 60% des entrepreneurs du secteur informel. Le besoin d'appui pour accroître cette demande a été la seconde préoccupation des unités enquêtées.

Contrairement au problème de financement, l'accroissement de la demande dépend de beaucoup de facteurs sur lesquels il ne peut y avoir de maîtrise ferme: le niveau des revenus des ménages et le phénomène de la pauvreté, la qualité des produits offerts et la compétitivité de ces produits. La situation la plus fréquente est que les petits producteurs du secteur informel n'ont pas la formation requise en matière de gestion pour assurer une bonne distribution de leurs produits dans un contexte de concurrence. Les politiques d'appui devraient donc prendre en compte cette réalité afin d'étudier les conditions dans lesquelles on peut réaliser une intégration des activités qui bénéficient de ces appuis.

* L'approvisionnement régulier en matières premières:

les matières premières utilisées par les unités économiques du secteur informel urbain sont d'origine locale ou importées. Pour les produits importés, les coûts sont assez élevés et les difficultés d'accès sont équivalentes, pour les entrepreneurs, à une insuffisance de matières premières.

Pour les matières premières locales, c'est surtout une insuffisance de la production locale face aux besoins de la transformation. L'insuffisance de l'offre consécutive à cette

situation se traduit souvent par une augmentation des prix, ce qui limite l'accès aux produits par les consommateurs. On retombe donc dans la situation précédente d'une baisse de la clientèle.

Les solutions à ce problème sont assez complexes. Elles passent par une politique tarifaire pour les matières premières importées et un encouragement à la production pour les consommations intermédiaires locales. Dans ce dernier cas, il pourra être envisagé une sorte de contrat entre producteurs et consommateurs de matières premières. L'existence d'un marché local réel est un stimulant pour les produits locaux.

* La Formation et l'Assistance en gestion:

Bien que très peu d'entrepreneurs se soient prononcés pour un appui dans ce domaine, le problème de niveau de formation est réel dans le secteur informel. Il s'agit là d'une condition nécessaire à l'acquisition de nouvelles connaissances susceptibles d'agir sur la productivité.

A l'étape actuelle du développement du secteur, seules les associations et les mutuelles organisées peuvent bénéficier substantiellement de cet appui. Mais la conception des programmes de formation doit tenir compte du comportement des acteurs du secteur caractérisé par une forte préférence pour le court terme. Il doit aussi prendre en compte le fait que les entrepreneurs du secteur informel ne visent nécessairement pas une maximisation du profit ou du revenu, mais une minimisation des risques.

CONCLUSION

Au Bénin, le secteur informel a toujours existé comme une composante complémentaire du secteur moderne, mais ces dix dernières années il a connu un développement substantiel du fait de la crise économique qui a entraîné des suppressions d'emplois et arrêts d'embauche dans les activités modernes et la Fonction Publique. Ainsi, le secteur informel en se présentant comme un vaste réservoir pour cette grande armée de demandeurs d'emploi de divers horizons a contribué énormément à prévenir des manifestations sociales générées par les politiques restrictives.

Etant donné l'importance grandissante de ce secteur dans l'économie béninoise, le Bénin en entreprenant le programme PEESI s'est donné comme objectif de disposer de données fiables devant lui permettre de l'intégrer dans toute politique socio-économique.

Des résultats, on pourra retenir que le développement du secteur reste entravé par des problèmes notamment le financement et les méthodes de gestion.

En effet, les entrepreneurs de l'informel n'arrivent pas à accéder aux institutions bancaires pour diverses raisons, et en outre le niveau de l'épargne individuelle demeure faible. Ainsi les mécanismes traditionnels de mutuelles et tontines et dans une moindre mesure les héritages et les aides familiales restent les seules sources de financement des entreprises de l'informel, ce qui entrave leur développement. Il est donc impérieux de concevoir et de mettre en oeuvre les mécanismes de financement. De tels mécanismes doivent être la synthèse des mécanismes traditionnels de financement et des institutions financières modernes. Donc des réflexions profondes s'avèrent nécessaires dans ce sens.

Quant aux problèmes de gestion, un programme d'assistance et de conseil en direction des entrepreneurs de l'informel devra voir le jour avec l'aide de différents partenaires au développement.

Ce faisant le secteur informel pourra apporter sa contribution réelle et pleine au développement socio-économique du Bénin.